

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Diatr.
GÉNÉRALE

A/34/413
S/13495

15 août 1979
FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-quatrième session
Point 46 de l'ordre du jour provisoire *
APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR LE
RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-quatrième année

Lettre datée du 15 août 1979, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour information, le texte du discours prononcé le 14 août 1979, par le chef de la délégation du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, H. Dinh Tho Liem, vice-ministre des affaires étrangères, lors de la cinquième séance de la deuxième série de pourparlers entre le Viet Nam et la Chine. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent par intérim
de la République socialiste du
Viet Nam auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) NGUYEN NGOC DUNG

* A/34/150.

79-21309

/...

7 5

ANNEXE

Discours prononcé le 14 août 1979 par le chef de la délégation
du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam,
N. Dinh Nho Liem, lors de la cinquième séance de la deuxième
série de pourparlers entre Le Viet Nam et la Chine.

A la dernière séance, la partie chinoise a continué, comme d'habitude, à présenter en les déformant les relations du Viet Nam avec le Kampuchea et le Laos ainsi qu'avec la Chine. A la même séance, nous avons de nouveau catégoriquement rejeté ces allégations. La partie chinoise s'est également efforcée de présenter sa politique étrangère sous un jour riant, mais les actes concrets des dirigeants chinois montrent de plus en plus clairement à de larges secteurs de l'opinion publique mondiale la véritable essence de cette politique.

Est-il vrai qu'au cours des 30 dernières années, la Chine a "constamment poursuivi une politique étrangère de paix" et "respecte depuis longtemps les cinq principes de la coexistence pacifique" (A/34/390-S/13477, annexe), ainsi qu'elle le prétend? Les faits prouvent plutôt le contraire. Ce sont les dirigeants de Pékin qui apparaissent comme les expansionnistes et les hégémonistes les plus belliqueux. Ils ont demandé à leur population d'être constamment sur le pied de guerre et ont concentré leurs efforts sur une course à la puissance militaire, à la force qui provient de l'acier et des armes nucléaires, en une tentative d'établir une hégémonie mondiale. Ils ont couru partout dans le monde occidental à la recherche d'armes et de techniques militaires modernes. Ils ont demandé à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de mettre au point de nouvelles armes et prié instamment les impérialistes américains et les milieux militaires de poursuivre la course aux armements. Ils ont essayé de provoquer un affrontement entre les Etats-Unis et l'OTAN d'une part, et l'Union soviétique et les autres pays socialistes de l'autre. Ils s'opposent aux efforts déployés par les forces de la paix de faire reculer pas à pas le danger d'une guerre mondiale. Ils ont eux-mêmes à maintes reprises fait usage de la force dans leurs relations avec les pays voisins. Ainsi, ils ont lancé une guerre d'incursions contre l'Inde, et de vastes secteurs du territoire indien se trouvent encore sous occupation chinoise. Ils ont provoqué une guerre frontalière contre l'Union Soviétique, ils ont employé leurs forces militaires pour occuper l'archipel vietnamien de Hoang Sa et, au début de l'année, ils ont frénétiquement lancé contre le peuple vietnamien une guerre criminelle d'agression qui a été énergiquement condamnée par toute l'humanité, soi-disant pour "donner des leçons" à d'autres pays. Ils ont sapé les principes qui régissent les relations entre les Etats, de même que la Charte des Nations Unies, et ont démontré de façon typique leur hégémonisme de grande puissance.

Ils se sont sans cesse ingérés dans les domaines de l'indépendance et de la souveraineté et dans les affaires intérieures d'autres pays. Les ruses généralement employées ont été de se servir de l'assistance comme d'un leurre et d'un moyen de pression, d'employer des hommes de main et de mauvais éléments parmi les Chinois

à l'étranger pour former une "cinquième colonne" afin d'établir des noyaux de résistance dans d'autres pays en envoyant des soi-disant volontaires pour l'assistance, et de fournir des armes, de l'argent et d'autres moyens à des organismes rebelles. Des activités de ce type ont créé des difficultés aux pays de l'Asie du Sud-Est. Dernièrement, le Gouvernement lao a condamné les dirigeants chinois pour avoir encouragé Kongle et VangPao à fomenter des troubles contre le peuple lao. L'opinion publique en Inde a elle aussi dénoncé et condamné l'appui et l'assistance qu'a apporté Pékin à des éléments anti-gouvernementaux pour des activités perturbatrices et subversives dans les Etats de Mizoram et de Nagaland (dans le nord-est de l'Inde), etc.

La partie chinoise a prétendu qu'elle "appuyait la lutte des peuples opprimés" et qu'elle "s'opposait à l'impérialisme et au colonialisme". Mais il est de notoriété publique qu'elle a fiévreusement contracté une alliance générale de collusion avec les forces impérialistes, en premier lieu l'impérialisme des Etats-Unis et qu'elle s'est alliée avec les forces réactionnaires dans le monde entier pour s'opposer à la lutte des peuples opprimés pour l'indépendance, la liberté et le progrès social. Les dirigeants chinois essaient de diviser et de saper le mouvement non-aligné. La tentative ouverte de la Chine de se lier d'amitié avec le Chah Pahlevi et d'appuyer celui-ci, allant jusqu'à insister pour que les Etats-Unis interviennent militairement pour sauver ce réactionnaire au point culminant de la lutte que le peuple iranien menait pour le renverser, a provoqué un mécontentement général et des protestations parmi la population iranienne. Après l'établissement du pouvoir révolutionnaire en Afghanistan, la Chine, agissant en coordination avec l'impérialisme, a activement aidé les manoeuvres de perturbation des contre-révolutionnaires locaux et le Gouvernement afghan l'a priée instamment de mettre un terme à cette action criminelle.

La partie chinoise a également prétendu défendre l'internationalisme prolétarien et renforcer l'unité avec les pays socialistes. Animée par l'expansionnisme de grande nation et l'hégémonisme de grande puissance, elle a lancé des plans et des actions interventionnistes et subversifs et des guerres d'agression menées directement ou par personnes interposées, violant ainsi l'indépendance, la souveraineté et les intérêts nationaux de nombreux pays, et minant le mouvement révolutionnaire en de nombreuses régions du monde. Comment dès lors peut-elle parler d'internationalisme prolétarien? Ayant fondé sa politique étrangère sur la théorie des trois mondes, elle a renversé ses alliances, transformant des amis en ennemis et vice-versa. Elle a totalement nié l'existence du système socialiste mondial, considérant l'Union soviétique comme l'ennemi No 1 et les autres pays socialistes comme les satellites de ce pays. Elle s'est efforcée de dresser les pays socialistes les uns contre les autres. Comment dès lors peut-elle parler d'unité? Ses actions déloyales au long des ans envers les peuples du Viet Nam, du Laos, du Kampuchea, de la Mongolie, de Cuba, de l'Albanie, etc., ont fait apparaître en plein jour l'hypocrisie de ses déclarations. Pour parvenir à exercer son hégémonie, elle s'est efforcée par tous les moyens de semer la suspicion et la division à un moment où le Viet Nam et d'autres pays du Sud-Est asiatique oeuvrent de concert au renforcement de leurs relations d'amitié et de coopération dans l'intérêt de la paix et de la stabilité de cette région.

En bref, les grands discours chinois sur la paix, l'amitié et l'internationalisme prolétarien ne constituent au fond qu'un rideau de fumée visant à dissimuler l'expansionnisme et l'hégémonisme de grande puissance de ce pays et sa collusion forcenée avec les forces impérialistes et autres forces réactionnaires contre la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le socialisme. Pourtant, la partie chinoise ose déclarer que sa politique étrangère "a reçu dans le monde entier crédit et éloges"! Il convient de poser la question : Qui approuve l'appui apporté par la Chine à la clique fasciste de Pinochet au Chili? Qui approuve l'assistance fournie par la Chine aux organisations contre-révolutionnaires UNITA et Front national de libération de l'Angola (FNLA) pour lutter contre le peuple angolais? Qui approuve la Chine quand elle aide et utilise la clique Pol Pot-Ieng Sary pour perpétrer au Kampuchea un génocide atroce sans précédent dans l'histoire de l'humanité? Qui approuve le comportement de la Chine à l'égard de chefs impérialistes comme Nixon et Kissinger qu'elle traite en grands amis? Qui approuve la Chine lorsqu'elle qualifie de "héros" les soldats chinois qui ont participé à l'agression contre le Viet Nam, massacré jusqu'à des vieillards, des femmes et des enfants et porté atteinte au bon renom du peuple révolutionnaire chinois? La ligne et les actions erronées précédemment mentionnées ont entraîné l'isolation croissante des dirigeants de Pékin sur la scène internationale.

Lors de la dernière réunion, la partie chinoise a longuement parlé de l'aide apportée par la Chine au Viet Nam (A/34/390-S/13477). Comme nous l'avons déclaré à maintes reprises, dans sa lutte prolongée, remplie d'épreuves et de sacrifices contre les agresseurs colonialistes et impérialistes pour l'indépendance et la liberté, le peuple vietnamien a toujours considéré la solidarité et l'aide internationales comme un facteur important concourant à sa grande victoire.

Aussi, animé d'une fidélité sans faille envers ses frères et ses amis, le peuple vietnamien n'oubliera-t-il jamais l'appui et l'assistance que lui ont apporté le peuple de Chine ainsi que d'autres pays. Cependant, nous faisons une distinction bien nette entre l'appui et l'aide désintéressés du peuple chinois et les actions odieuses de certains dirigeants chinois qui ont utilisé abusivement cette aide pour amener le Viet Nam, au moyen d'incitations et de pressions, à abandonner sa ligne d'indépendance et de souveraineté et à se placer dans l'orbite de la Chine. L'aide matérielle est précieuse mais elle ne doit en aucune façon servir à s'ingérer dans les affaires internes du pays bénéficiaire, et encore moins à brader la souveraineté d'une nation. En se comportant ainsi à l'égard du Viet Nam et d'autres pays, les dirigeants chinois ont agi de manière totalement contraire aux sentiments purs du peuple chinois lui-même, un peuple qui a contribué de façon notable à la lutte anti-impérialiste pour la libération nationale. Le peuple vietnamien a lutté et consenti des sacrifices au nom de ses propres intérêts nationaux sacrés mais aussi pour s'acquitter de son devoir international à l'égard d'autres peuples, notamment le peuple chinois. Certains dirigeants chinois eux-mêmes ont admis à diverses occasions que la lutte du Viet Nam constituait un grand soutien et une grande assistance pour la Chine qui a, grâce à elle, connu la paix au cours des dernières décennies. Aucune aide matérielle ne peut être mise sur le même plan que les sacrifices du peuple vietnamien qui a versé son sang.

En rappelant longuement l'aide apportée par la Chine, les dirigeants chinois ont eux-mêmes fait ressortir l'hypocrisie de leurs déclarations selon lesquelles l'aide chinoise était désintéressée et la Chine n'aimait pas s'appesantir sur l'aide et le soutien apportés à d'autres pays."

Comme on le sait, depuis la fin de la guerre d'agression des dirigeants chinois contre le Viet Nam, une grande tension subsiste le long de la frontière. Afin de prévenir des conflits armés, d'éloigner le danger de reprise des hostilités et de créer des conditions favorables au rétablissement de relations normales, la partie vietnamienne a proposé au point 1 de sa proposition en trois points relative aux principes fondamentaux et contenu d'un règlement en trois points des problèmes concernant les relations entre les deux pays (A/34/201-S/13257, annexe), l'adoption d'urgence de mesures visant à assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières. Lors de l'ouverture de cette deuxième série d'entretiens, elle a à nouveau pris l'initiative de proposer un projet d'accord (A/34/351-S/13434, annexe) portant engagement mutuel de s'abstenir d'actes de provocations armées dans les régions frontalières.

Pour sa part, la partie chinoise, avant le début des négociations ainsi qu'à la première séance, a proposé que ces entretiens aient pour objet d'examiner des mesures pratiques visant à assurer solidement la paix et la tranquillité dans les régions frontalières, considérant qu'un tel objet répondait aux objectifs et au contenu de ces entretiens. Il est toutefois extrêmement révélateur de noter qu'à partir de la deuxième séance, la partie chinoise s'est comportée d'une façon totalement contraire à sa propre proposition et qu'elle n'a ni proposé ni accepté d'examiner aucune mesure visant à assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières.

Dans l'intervalle, depuis le début des présents pourparlers, la Chine n'a cessé de masser d'importantes forces militaires et du matériel de guerre en grandes quantités près de la frontière vietnamienne - des troupes chinoises sont encore stationnées dans un certain nombre de postes situés sur le territoire vietnamien qu'elles ont occupé après le 17 février 1979. La partie chinoise a commis plus de 500 provocations armées dans divers lieux appartenant à 87 villages et localités dans les six provinces frontalières septentrionales du Viet Nam. Elle a tué ou blessé des centaines de civils vietnamiens et de personnes assurant la sécurité de la frontière, enlevé de nombreux Vietnamiens, brûlé ou détruit de nombreuses maisons, rasé de nombreux hameaux et détruit ou pillé de grandes quantités de biens et de récoltes. Il a donc été impossible à la population locale de maintenir sa production normale, etc. Ces derniers jours, ces provocations militaires se sont produites à un rythme accéléré et ont revêtu une gravité croissante. Le Ministère des affaires étrangères vietnamien a formulé trois protestations à ce sujet en juillet 1979. En même temps qu'elle intensifiait ses préparatifs de guerre à la frontière, la Chine n'a cessé d'infiltrer des espions et des commandos en territoire vietnamien, et elle a refoulé au Viet Nam, pour qu'elles y sèment le désordre, un certain nombre de personnes qui avaient fui en Chine à son instigation.

En sus de ces provocations armées dangereuses et de l'accentuation, en collusion avec l'impérialisme des Etats-Unis, de la campagne anti-vietnamienne sur la scène internationale, certains dirigeants chinois ont menacé à plusieurs reprises d'entreprendre une nouvelle guerre d'agression contre le Viet Nam. Au cours de ces dernières semaines, trois personnes appartenant au cercle des dirigeants chinois ont déclaré que la Chine allait "donner une nouvelle leçon au Viet Nam". L'opinion publique en Asie du Sud-Est et dans le monde entier proteste avec de plus en plus de véhémence contre la pression militaire que les dirigeants de Pékin maintiennent sur le Viet Nam et qui met en danger la paix et la stabilité dans cette région.

Tous les faits et toutes les déclarations susmentionnés révèlent au grand jour le dessein des dirigeants chinois qui est de poursuivre leur politique d'hostilité vis-à-vis du Viet Nam, d'aggraver toujours plus la tension à la frontière dans l'espoir d'exercer des pressions lors des pourparlers, et de créer un prétexte pour commettre à n'importe quel moment une nouvelle agression contre le Viet Nam. Le peuple vietnamien condamne solennellement les actes criminels susmentionnés et demande fermement que les dirigeants chinois mettent immédiatement fin à toute action militaire dangereuse, à tout acte illicite et à toute autre manœuvre mal intentionnée dirigés contre le Viet Nam. Le 7 août 1979, le Ministère vietnamien des affaires étrangères a publié une déclaration dans laquelle il réfutait certains documents rendus publics par la Chine et qui prétendaient prouver que les îles de Hoang Sa et Truong Sa appartenaient à la Chine, et réaffirmait que ces deux archipels faisaient partie du territoire vietnamien. Le peuple vietnamien, dont la volonté est comme celle d'un seul homme, est fermement résolu à défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de sa patrie, qu'il s'agisse du continent ou des îles, ainsi que son espace aérien et ses eaux territoriales.

Conformément aux objectifs des présents pourparlers et vu la tension actuelle à la frontière, il est impératif et extrêmement urgent que les deux parties parviennent immédiatement à un accord sur les mesures nécessaires pour assurer la paix et la stabilité dans les zones frontalières et pour créer des conditions favorables à la normalisation des relations entre les deux pays. Il convient également de rappeler que dans les notes qu'il a adressées en novembre et en décembre 1959 et en novembre 1962 au Gouvernement indien et aux dirigeants des pays asiatiques et africains, le Gouvernement chinois avait avancé des propositions précises en vue "d'éviter les conflits frontaliers" entre la Chine et l'Inde, à savoir notamment la "séparation des forces armées" des deux parties. Il avait estimé que ces propositions étaient "les plus urgentes" et "les plus justes et les plus équitables", et qu'elles constituaient "les seules" mesures permettant d'éviter un conflit frontalier, tâche qui devait être accomplie "en priorité et sans aucune hésitation"; enfin que "si un accord pouvait être réalisé sur cette question, la situation à la frontière sino-indienne s'améliorerait au plus tôt et les nuages qui assombrissaient les relations entre les deux pays seraient rapidement dissipés". On peut se demander pourquoi la partie chinoise, qui avait adopté une telle attitude à l'égard du Gouvernement indien, rejette maintenant des mesures similaires proposées par la partie vietnamienne en prétendant qu'il s'agit uniquement de questions "concrètes, triviales, sans importance et trompeuses". La délégation vietnamienne a, à maintes reprises, indiqué clairement que ces mesures faisaient partie des principes fondamentaux et du contenu de tout règlement des problèmes concernant les relations entre le Viet Nam et la Chine qui devaient être discutés et ne pouvaient être éludés lors des présents pourparlers.

Aux réunions précédentes et même à la dernière réunion, la partie chinoise s'est obstinée à ne vouloir discuter que des cinq principes de la coexistence pacifique et du principe de l'abstention de toute tentative visant à l'hégémonie. Elle n'a accepté de discuter d'aucune des questions soulevées par la partie vietnamienne. Conformément à la pratique internationale, au cours de toute négociation, les deux partenaires sont égaux et doivent se respecter l'un l'autre et s'entretenir des questions soulevées par chacune des parties en vue de trouver des solutions satisfaisantes et acceptables par les deux parties. Essayer de contraindre l'autre partie à ne discuter que des questions qu'on a soi-même choisies, sous le prétexte qu'elles revêtent une importance fondamentale pour les négociations, revient en fait à imposer une condition préalable et à affirmer son hégémonie dans les négociations. Nous refusons catégoriquement de tels procédés.

Comme on le sait, c'est la délégation vietnamienne qui a soulevé la première, dans le deuxième point de sa proposition en trois points, la question du rétablissement de relations normales entre le Viet Nam et la Chine sur la base des principes de la coexistence pacifique. Eu égard au principe "anti-hégémonie", nous avons clairement indiqué notre point de vue lors de plusieurs réunions antérieures, en particulier le 5 juillet 1979, et nous sommes disposés à faire de nouveaux commentaires sur cette question. Nous tenons également à indiquer que nous sommes prêts à discuter de toute autre question concernant les relations entre le Viet Nam et la Chine qui pourrait être soulevée par la partie chinoise, conformément à la méthode selon laquelle les deux parties soulèvent à tour de rôle les questions sur lesquelles elles souhaitent procéder à un échange de vues au cours des réunions. Que la partie chinoise revienne sérieusement aux propositions qu'elle a formulées à six occasions, et qu'elle examine sans plus tarder avec la partie vietnamienne les mesures urgentes nécessaires pour atténuer la tension, assurer la paix et la stabilité à la frontière et instaurer des conditions favorables à la progression des pourparlers.

En vue de rétablir des relations normales entre le Viet Nam et la Chine ainsi que l'amitié authentique entre les deux peuples, la délégation vietnamienne ne cessera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour faire progresser les pourparlers. La partie chinoise veut-elle réellement régler par voie de négociation les problèmes qui se posent dans les relations entre la Chine et le Viet Nam? Chacun attend la réponse de la délégation chinoise.
